



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 14 mars 2022

Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre

sur le Grand projet du Sud-Ouest (GPSO)

Préfecture de la Haute-Garonne – Toulouse

Lundi 14 mars 2022

Seul le prononcé fait foi

Je suis très heureux d'être à Toulouse ce matin, mes chers amis.

Je salue évidemment d'abord Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Madame la présidente de région,
Monsieur le président de région,
Chère Carole, Cher Alain,

Mesdames et Messieurs les présidents de départements, d'établissements
publics de coopération intercommunale,
Tous les grands élus des deux régions sont là et cela fait chaud au cœur.

Je salue évidemment les préfets,
Madame la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Monsieur le préfet de la région Occitanie,

Je vois qu'il y a d'autres préfets de départements dans la salle, tout cela
ressemble à un pack réuni pour une circonstance... Oui, je relaie votre propos,
Monsieur le président, une circonstance historique je crois. Historique par le

sujet qui nous rassemble, historique aussi, je crois, par les moyens que nous avons ensemble su déployer pour le voir se concrétiser.

Je salue tout particulièrement Monsieur le maire de Toulouse puisque nous sommes dans sa ville aujourd'hui. Les Occitans auront au passage remarqué comment les Aquitains se sont débrouillés pour prendre deux fois la parole.

Je m'exprime évidemment dans un moment très grave, très grave pour l'Europe et pour le monde, pour la France en particulier. Non sans manifester ma vive gratitude aux habitants de l'Occitanie, mais aussi de la Nouvelle-Aquitaine, qui manifestent très fortement – je le sais, on m'a donné les chiffres – leur solidarité vis-à-vis de la population ukrainienne qui subit des assauts épouvantables de l'armée russe. Vous suivez évidemment tout ça. Solidarité aussi, qui s'exprime par de très nombreux dons que nous envoyons vers l'Ukraine. Nous devons, c'est notre honneur, j'ajoute que c'est notre tradition, d'accueillir au mieux les réfugiés qui viendront sur notre sol. C'est ce qu'ensemble, là encore, nous préparons.

Nous devons évidemment aussi affronter les conséquences économiques et sociales de ce conflit. J'ai, vous l'avez vu, annoncé pour nos concitoyens des dispositions qui entreront en vigueur dans quelques jours. Je présenterai très vraisemblablement mercredi après-midi, avec plusieurs membres du Gouvernement, le plan de résilience que le chef de l'État nous a demandé de préparer. Toujours – je le dis par avance – avec la même méthode, qui est aussi du reste celle qui nous réunit ici, celle de la concertation avec l'ensemble des acteurs concernés notamment, mais pas seulement, les filières professionnelles particulièrement impactées.

Et puis oui, ce que nous avons mis en œuvre aussi pour faire face à la crise sanitaire que vous connaissez tous. Éviter que le secteur ne s'effondre et, en même temps, orienter les financements que nous dégageons vers le long terme. Il ne suffira pas simplement de faire face à ce que nous voyons, mais l'enjeu c'est bien, vous l'avez toutes et tous compris, comment nous rendre structurellement moins dépendant, c'est-à-dire plus souverain.

On a commencé avec le plan de relance, il a été cité, la filière aéronautique ici et plus généralement en faveur de la transition écologique. Nous aurons le même esprit, qui devra innover ce plan de résilience. Car je n'oublie pas un seul instant que, et cela a été dit par différents intervenants, nous sommes aussi confrontés à l'urgence climatique. Cela pourrait passer au deuxième plan compte tenu de cette actualité extrêmement chargée à laquelle nous

devons faire face. Mais cette urgence climatique, elle est là et bien là. Et ce qui nous réunit ce matin est aussi, vous le savez bien, une façon d'y répondre.

Alors, les bienfaits du GPSO ont été amplement rappelés avant que je m'exprime. Vous les connaissez toutes et tous, évidemment. Toulouse à 3 heures de Paris, Monsieur le maire, c'est considérable. À 1 heure de Bordeaux ; 20 minutes, vous l'avez dit, de gagné sur la partie Sud Aquitaine, 20 minutes de trajet. Un transfert de la route vers le rail, tel est l'objectif. J'ai demandé à ce qu'on chiffre ça sous le contrôle des uns et des autres, 280 000 tonnes de CO₂ économisées, c'est-à-dire 7 millions de véhicules par an. Cela parle sans doute mieux pour nos concitoyens que de parler de tonnes de CO₂.

Tout cela est extrêmement concret. Une accélération, vous l'avez dit, des RER métropolitains, bordelais comme toulousains, avec les fameux nœuds ferroviaires dont j'entends parler personnellement depuis très longtemps et qui, et c'est la priorité même de ces investissements, seront soulagés. Un impact sur ce que l'on appelle les lignes capillaires, des améliorations des lignes interrégionales et Intercités. Bref, un gros investissement ferroviaire Monsieur le président de SNCF Réseau. C'est capital et c'est cohérent, je dois dire, avec ce que nous faisons un peu partout.

Je rappelle à tout le monde, mais vous le savez, que les investissements ferroviaires depuis 2017 ont été multipliés par 4. 61 milliards d'euros très précisément, dont 35, vous le savez, de reprise de dette. Ce grand groupe était complètement plombé par sa dette, et nous sommes l'un des pays qui, dans le plan de relance, les fameux 100 milliards que j'ai annoncés en septembre 2020, consacre une des parts les plus importantes au transport ferroviaire : 4,7 milliards d'euros, très précisément. Et je souscris complètement à ce qui a été dit par les précédents intervenants, notamment le président et le vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine. Nous n'opposons pas les modes de transport. Carole DELGA a parlé d'avions, je pourrais parler aussi de ce que nous faisons sur les routes dans des régions rurales et importantes comme l'Occitanie, mais aussi comme la Nouvelle-Aquitaine, et au sein du ferroviaire, bien entendu. Il faut de la grande vitesse, il faut des transports du quotidien, et je suis très fier de faire ce que je fais aujourd'hui avec vous, comme nous l'avons fait s'agissant de la grande vitesse à Narbonne pour la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan.

Mais je ne le distingue pas du fait d'avoir rouvert, en étant physiquement présent, le train couchettes Paris-Nice, qui a été suivi ensuite par le Paris-Tarbes. Comme je suis très fier d'avoir relancé le train des primeurs à Perpignan-Saint-Charles qui relie Rungis, ce qui était entre nous une

aberration – je parle de celle qui a consisté à avoir laissé fermée cette ligne. On dit « lignes fines de desserte du territoire », c'est soi-disant mieux que « petites lignes ». Là aussi, j'étais très heureux – je change de région – de rouvrir la voie ferrée entre Saint-Dié-des-Vosges et Épinal, et il y en a d'autres partout. On a des ambitions ferroviaires communes sur tous les registres parce que c'est indispensable pour le développement durable.

Le résultat de tout ça, pour ce qui nous réunit ce matin, vous le savez, c'est que les premiers travaux devraient – je l'espère – commencer, Carole l'a dit, en 2024. Si l'on pouvait faire en sorte que ce soit en 2023, fin 2023, ce serait idéal. Et nous espérons surtout que les premiers trains emprunteront cette voie en 2032.

Je rappelle à tout le monde ici, en particulier à tous les élus, ce qui était prévu. Si nous n'avions pas pris collectivement les choses en main, les travaux qui pourraient débuter fin 2023/début 2024, devaient débuter cinq ans après dans la LOM. Et pareil pour les premiers trains en 2032, ils auraient dû circuler en 2037. Je le dis parce que c'est très précis, très concret. Ce n'est pas gagné parce que tout est dans l'art d'exécution. Mais ce n'est pas toujours un art dans lequel nous excellons dans ce pays. Donc le dynamisme et le volontarisme dont nous témoignons ce matin devra continuer à se déployer. Mais en effet, je le dis devant vous, au-delà de tous ces bienfaits, au-delà de l'illustration d'une politique en faveur de la transition écologique, une politique extrêmement déterminée, au-delà de l'impact considérable pour la vie quotidienne de nos concitoyens, pour le développement économique de nos territoires, je le dis à chaque fois que l'occasion m'est donnée, nous devons collectivement administrer la preuve qu'on peut concilier développement économique et transition écologique.

La transition écologique, ça ne peut pas, ça ne doit en aucun cas être la décroissance. Au-delà de tout cela que vous connaissez, je veux dire ici que ce qui nous réunit ce matin est extrêmement important sur le plan politique. Je pense, chère Carole, que tu as raison : nous œuvrons pour mettre un terme à un sentiment d'injustice. C'est vrai pour l'accès à ce service majeur qu'est la grande vitesse ferroviaire, dont je rappelle que la France est l'un... on va dire, le pays qui en est l'inventeur. Il n'y a qu'à regarder la carte de France, mes chers amis. Alors, on va dire que je suis peut-être un peu partial. Mais enfin, pas tout à fait quand même, car les chiffres sont clairs et je suis très heureux de me rendre en LGV, comme on dit, à Bordeaux mais aussi à Rennes où je serai demain, à Strasbourg, à Lille, enfin, je ne vais pas tout vous réciter.

Mais c'est vrai qu'on ne peut pas aller dans le Sud, qu'on ne peut pas aller à Nice, qu'on ne peut pas aller à Perpignan, qu'on ne peut pas aller à Toulouse, qu'on ne peut pas aller à Dax, qu'on ne peut pas aller à Bayonne. Et ça, je pense qu'au-delà de tous les arguments techniques, c'était extrêmement mal ressenti par les populations concernées. Ça ne se chiffre pas tout ça. Ça ne se documente pas de façon précise ou technique. Mais c'est quelque chose, en tant que citoyen, j'allais dire, de cette belle région, que j'ai toujours profondément ressenti.

Et je vous le dis et je l'affirme ici, je ne sais pas quelles sont les probabilités d'avoir un Premier ministre issu de l'Occitanie. Chacun calculera. Mais en tout cas, je m'en serais, je vous le dis, beaucoup voulu, parce que c'est juste – pas parce que j'ai le sentiment de favoriser ma région, le Premier ministre n'est là pour favoriser personne – et parce qu'il y avait cette injustice et il eût été particulièrement coupable de ma part de ne pas me donner les moyens de la combler. C'est un message très fort, je crois, pour tous les habitants de Toulouse et d'ailleurs de toutes ces collectivités, Mesdames et Messieurs, que vous représentez, que l'acte que nous faisons là.

A un moment, ai-je besoin, là aussi, d'épiloguer ? Les forces de délitement de la société des territoires sont à l'œuvre et depuis longtemps. Nous devons, là, nous tous, ici, montrer que ce n'est pas une fatalité. Et je crois aussi que c'est un autre symbole de ce qui nous réunit ce matin, je le dis à des élus du peuple, à des représentants de l'État : nous devons montrer que le volontarisme politique existe encore, que tout n'est pas une fatalité, que nous ne subissons pas, malgré les difficultés du monde, le coût des événements. Que si nous le décidons, parce que nous avons le mandat populaire – je suis et j'applique ce que souhaite le Président de la République, élu au suffrage universel, je dispose de la confiance de l'Assemblée nationale. Vous êtes des dépositaires du suffrage universel. Il faut que nous montrions que lorsque nous avons le sentiment qu'un projet est nécessaire et qu'il est juste, on puisse le réaliser, et c'est ce qu'on a fait.

Alors évidemment, je veux commencer par vous adresser mes remerciements à vous les collectivités. Ce n'est pas évident du tout de participer à des investissements de cette nature et de cette ampleur, vraiment. Et puisque je parle de détermination, je veux saluer le président Alain ROUSSET et la présidente Carole DELGA parce qu'ils ont été très, très aimables avec moi. Ils ont eu raison, mais je veux l'être avec eux parce qu'ils ont agi avec une énergie considérable. Ils ont notamment pris leurs responsabilités de fédérer des collectivités territoriales appelées à financer ce projet. Cela n'a pas été simple mais le résultat est là. Et c'est la preuve finalement, c'est aussi un autre

élément très symbolique de cette manifestation, qu'unis, quelles que soient nos convictions – pas identiques, heureusement, cela s'appelle la démocratie – mais que tous unis quand même, surtout par les temps qui courent, on est plus efficaces.

Et croyez-moi, vous le savez toutes et tous, c'est fondamentalement ce qu'attendent nos concitoyens. On a toujours quelques gens qui ont des opinions différentes sur ce sujet. Mais fondamentalement, le bon sens commande que nous agissions de la sorte quand l'intérêt général est en jeu. Et Dieu sait si l'intérêt général est en jeu. Alors je veux dire vraiment aux présidents ou présidentes ma gratitude parce que ce n'était pas du tout gagné d'avance. Alors que ça a été dit, on a encore quelques personnes sur le quai. Je le regrette. Je l'ai dit, il n'en manque encore pas beaucoup, quelques collectivités. Je sais gré, puisqu'elles se situent plutôt du côté de la Nouvelle-Aquitaine, à la Région d'avoir, comme vous l'avez rappelé Monsieur le vice-président, assumé ses responsabilités. Je l'ai dit, on ne va pas épiloguer trop mais ce n'est quand même pas normal, ce n'est pas normal. Je le dis en particulier, pas tellement au nom de l'État, bien que je le pense, mais même au nom des autres collectivités quand même. Y compris celles qui sont... qui bénéficieraient moins, par exemple, que le département du Lot-et-Garonne, des bienfaits directs de la LGV qui va le traverser de part en part.

Je le dis là aussi, je parlais même de simple bon sens tout à l'heure. C'est incompréhensible. Et là aussi, je pense que ce que je dis, beaucoup de gens peuvent le penser. C'est incompréhensible. Et donc, comme je suis – vous le savez toutes et tous – par nature un être bienveillant, je pense que tout le monde reviendra à la raison. Et en tout cas, s'agissant de la gare d'Agen – Monsieur le président que je remercie d'avoir pris, lui, ses responsabilités – je vous dis ici, m'exprimant au nom de l'État cette fois-ci, qu'elle est prévue dans la DUP. Je le rappelle pour tout le monde, je l'ai déjà dit, mais que son calendrier de réalisation... Vous ne le savez pas, par contre prendre son temps-là, l'État, là, est expert en la matière. Nous allons la caler en fonction, justement, du retour à bonne raison de la collectivité départementale. Je ne doute pas qu'on y arrivera. Il faut trouver des voies de sortie. Je ne cherche... Je le dis ici, je n'ai jamais, je ne vais pas commencer à humilier quiconque mais il faut laisser ce dossier, comment dire, en bonne voie définitive et de façon juste, encore une fois, et bien répartie. Oui, l'État, vous l'avez rappelé, a pris ses dispositions. Évidemment, j'y ai mis tout mon poids, parce que l'État c'est l'État, n'est-ce pas ?

Mesdames et Messieurs, on s'était accordés avec la présidente de région sur les clefs de financement avec les présidents de régions dès le mois d'avril

2021. Cela a été notre première grande avancée. Vous l'avez dit et j'ai fait adopter par le Conseil des ministres, très récemment, les ordonnances sur le montage juridique. La loi de finances pour 2022 – c'est Alain ROUSSET qui l'a rappelé – a créé la possibilité d'instituer une taxe spéciale d'équipement. Le montage financier sera achevé dans la loi de finances pour 2023. Et effectivement, je vous confirme que je ferai tout pour signer avant la fin de la mandature le décret d'application de l'ordonnance créant l'Établissement public local de financement.

Ce que je veux dire, je l'ai déjà indiqué, et vous confirmer ce matin, c'est que ce projet est désormais, si je puis dire, sur les rails de manière irréversible. Et cela me semble essentiel. Beaucoup ont cité – ils ont bien fait – le préfet Étienne GUYOT ici présent qui nous accueille dans sa préfecture. Je voudrais lui rendre à mon tour un vibrant hommage, ainsi qu'au directeur de projet, M. Guy KAUFFMANN, qui a travaillé auprès du préfet de région. Ce grand préfet a démontré en la circonstance toutes les qualités nécessaires de clairvoyance, de rassemblement, de capacité à fédérer, de recherche des solutions techniques, sans lesquelles nous ne saurions clairement pas réunis ce matin.

Je le dis aussi plus généralement devant les élus de la République : soyons fiers que la France soit faite ainsi. Oui, nous avons besoin de la République décentralisée et des élus des territoires. Ce n'est pas moi qui vous dirais le contraire, mais en même temps, on a besoin de l'État. Surtout en temps de crise, mais je pense que cela va au-delà. Alors un État, évidemment, qui doit être de plus en plus agile, de plus en plus déconcentré, dont on doit restaurer l'autorité unitaire dans les territoires. Tout ça, c'est ce que nous nous employons à faire à la demande du Président de la République. Mais on a besoin de cet État proche, réactif, efficace et qui vient pour équilibrer. On équilibre. Là, c'est la problématique Nord-Sud. Cela peut être des problématiques liées à la précarité, à l'aménagement du territoire. Nous croyons au rôle de l'État, ce qu'a restauré d'une certaine manière la crise ou les crises qui s'accumulent.

C'est la nécessité de la proximité, la nécessité d'un État actif et volontariste.

Et je pense encore une fois que ce que nous allons signer ce matin en est l'illustration évidente : volonté politique, capacité à rassembler et à fédérer, concrétisation opérationnelle. Vous qui êtes, pour certains depuis longtemps engagés dans l'action publique, vous savez que, plus que jamais, c'est ce qu'attendent de nous nos concitoyens. Qui que nous soyons et où que nous nous trouvions. Montrez aussi qu'en dépit de ce contexte extrêmement lourd, extrêmement chargé, où nous avons tant et tant les uns et les autres de

choses à faire pour faire face à ces urgences, nous ne nous détournons pas des sujets de fond car, vous l'avez dit Mesdames et Messieurs les présidents, c'est une étape très importante que nous franchissons aujourd'hui. Mais ce n'est pas fini. Conduire des projets de cette nature est tout sauf un long fleuve tranquille.

Nous serons collectivement au rendez-vous. L'État, je m'y engage une nouvelle fois ce matin est et sera au rendez-vous parce que c'est profondément l'intérêt de nos concitoyens, l'intérêt de l'Occitanie et de la Nouvelle-Aquitaine et l'intérêt de notre pays.

Je vous remercie.